

DES-5-08
2009 FC 1266

DES-5-08
2009 CF 1266

IN THE MATTER OF a certificate signed pursuant to subsection 77(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, S.C. 2001, c. 27, (the “Act”);

IN THE MATTER OF the referral of that certificate to the Federal Court of Canada pursuant to subsection 77(1), subsection 83(1) of the Act;

AND IN THE MATTER OF Mohamed HARKAT

INDEXED AS: HARKAT (RE)

Federal Court, Noël J.—Ottawa, April 15 and 16, December 11, 2009.

Citizenship and Immigration — Exclusion and Removal — Inadmissible Persons — Security Certificates — Motion for disclosure — Applicant submitting summaries of information disclosed thereto not sufficient to meet disclosure requirements — Issue whether respondents having to comply with R. v. Stinchcombe standard of disclosure — Charkaoui v. Canada (Citizenship and Immigration), 2008 SCC 38, [2008] 2 S.C.R. 326 (Charkaoui II) not contemplating for named person in security certificate to have access to all information, intelligence files held by Canadian Security Intelligence Service — Judge must exclude evidence posing threat to national security — Obligation to assess whether information injurious not discretionary — Court bound herein to refuse disclosure of requested information — Information already filed with Court could not be disclosed pursuant to Immigration and Refugee Protection Act, ss. 83(1)(d), (e) — Respondents ordered to provide, providing summary of Charkaoui II disclosure, list of number, type of remaining original records — Motion granted in part.

Constitutional Law — Charter of Rights — Life, Liberty and Security — Motion for disclosure — In context of certificate proceeding, Court not required by Charter, s. 7 to give applicant opportunity to discover respondents' case by requiring them to answer written inquiries.

This was a motion for disclosure filed on April 9, 2009 seeking an order requiring, *inter alia*, that the respondents meet

AFFAIRE INTÉRESSANT un certificat signé en vertu du paragraphe 77(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, L.C. 2001, ch. 27 (la Loi);

ET le dépôt de ce certificat à la Cour fédérale du Canada conformément au paragraphe 77(1) et au paragraphe 83(1) de la Loi;

ET Mohamed HARKAT

RÉPERTORIÉ : HARKAT (RE)

Cour fédérale, juge Noël—Ottawa, 15 et 16 avril et 11 décembre 2009.

Citoyenneté et Immigration — Exclusion et renvoi — Personnes interdites de territoire — Certificats de sécurité — Requête en divulgation — Le demandeur soutenait que les résumés de renseignements qui lui avaient été remis ne suffisaient pas pour satisfaire aux exigences en matière de divulgation — Il s'agissait de savoir si les défendeurs doivent respecter la norme pour la divulgation énoncée dans l'arrêt R. c. Stinchcombe — Charkaoui c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2008 CSC 38, [2008] 2 R.C.S. 326 (Charkaoui II) ne prévoyait pas que l'on accorde à l'intéressé visé par un certificat de sécurité l'accès à tous les renseignements ou aux dossiers de renseignement conservés par le Service canadien du renseignement de sécurité — Le juge doit écarter l'information susceptible de menacer la sécurité nationale — L'obligation de déterminer si des renseignements porteraient atteinte à la sécurité nationale n'est pas de nature discrétionnaire — En l'espèce, la Cour était tenue de refuser la communication des renseignements demandés — Les renseignements qui avaient déjà été déposés à la Cour ne pouvaient pas être divulgués aux termes des art. 83(1)d) et e) de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés — Les défendeurs avaient reçu l'ordre de fournir, et avaient fourni, un résumé de la divulgation dans l'affaire Charkaoui II, notamment la liste du nombre et du type de documents originaux restants — Requête accueillie en partie.

Droit constitutionnel — Charte des droits — Vie, liberté et sécurité — Requête en divulgation — Dans le cadre d'une procédure relative au certificat, l'art. 7 de la Charte n'oblige pas la Cour à donner au demandeur la possibilité de découvrir la preuve des défendeurs en leur demandant de répondre aux demandes présentées par écrit.

Il s'agissait d'une requête en divulgation déposée le 9 avril 2009 en vue de solliciter une ordonnance enjoignant aux

their *Charkaoui v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2008 SCC 38, [2008] 2 S.C.R. 326 (*Charkaoui II*) disclosure obligations by complying with the *R. v. Stinchcombe* standard of disclosure.

The bulk of the information disclosed to the applicant over the course of the closed hearings of the security certificate proceeding had been in the form of summaries. The applicant submitted that summaries are not sufficient to meet the disclosure requirements of section 7 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* (Charter) as well as those of *Charkaoui v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2007 SCC 9, [2007] 1 S.C.R. 350 (*Charkaoui I*) and *Charkaoui II*. The respondents, relying on section 83 of the *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA), objected that the disclosure of the information sought by the applicant would be injurious to national security.

The main issue was whether the respondents must comply with a *Stinchcombe* standard of disclosure.

Held, the motion should be granted in part.

In *Charkaoui II*, the Supreme Court did not contemplate that the named person in a security certificate would have access to all of the information held by the Canadian Security Intelligence Service or that entire intelligence files would necessarily be provided. Consistent with paragraph 83(1)(e) of IRPA, the Supreme Court held that a judge must exclude evidence that poses a threat to national security and determine which information may be provided to the named person or summarized without harming national security. The designated judge has an obligation to assess whether the information would cause injury. This duty is not discretionary. The Court was bound herein to refuse to disclose information that would cause injury to national security or endanger the safety of any person.

The Court denied the applicant's requests for information filed pursuant to subsection 77(2) of IRPA and for information regarding two named individuals as such disclosure would be injurious to national security. Regarding the request to disclose information not currently before the Court, it found that most of that information did not fall within the *Charkaoui II* disclosure obligations except where the questions were put in the context of an examination of a witness. Relying on the finding in *R. v. Hynes* that the discovery mechanism is not the primary purpose of a preliminary inquiry, the Court concluded that it was not required by section 7 of the Charter, in the context of the certificate proceeding, to give the applicant an opportunity

défendeurs, entre autres, de s'acquitter de leurs obligations de divulgation découlant de l'arrêt *Charkaoui c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2008 CSC 38, [2008] 2 R.C.S. 326 (*Charkaoui II*) en se conformant à la norme de divulgation exposée à l'arrêt *R. c. Stinchcombe*.

La plupart des renseignements ont été communiqués au demandeur lors des audiences à huis clos tenues dans le cadre des procédures relatives à un certificat de sécurité, sous la forme de résumés. Le demandeur soutenait que les résumés ne suffisent pas pour satisfaire aux exigences en matière de divulgation prescrites par l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés* (la Charte) et les arrêts *Charkaoui c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2007 CSC 9, [2007] 1 R.C.S. 350 (*Charkaoui I*) et *Charkaoui II*. Les défendeurs, qui invoquaient l'article 83 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR), s'opposaient à la divulgation des renseignements demandés par le demandeur, affirmant qu'elle porterait atteinte à la sécurité nationale.

La principale question à trancher était celle de savoir si les défendeurs doivent respecter la norme pour la divulgation énoncée dans l'arrêt *Stinchcombe*.

Jugement : la requête doit être accueillie en partie.

Dans l'arrêt *Charkaoui II*, la Cour suprême ne prévoyait pas que l'on accorde à l'intéressé visé par un certificat de sécurité l'accès à tous les renseignements conservés par le Service canadien du renseignement de sécurité ou qu'on lui fournisse nécessairement l'ensemble des dossiers de renseignement. Conformément à l'alinéa 83(1)e) de la LIPR, la Cour suprême a conclu qu'un juge doit écarter l'information susceptible de menacer la sécurité nationale et déterminer quels renseignements ou résumés remettre à l'intéressé sans porter atteinte à la sécurité nationale. Il incombe au juge désigné de déterminer si ces renseignements porteraient atteinte à la sécurité nationale. Cette obligation n'est pas de nature discrétionnaire. En l'espèce, la Cour était tenue de refuser la communication des renseignements dont la divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui.

La Cour a rejeté les demandes du demandeur visant les renseignements déposés en application du paragraphe 77(2) de la LIPR et les renseignements concernant deux personnes nommées parce que cette divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale. S'agissant de la demande en divulgation de renseignements qui n'ont pas été déposés à la Cour, celle-ci a conclu que la plupart des renseignements n'étaient pas visés par les obligations de divulgation imposées par l'arrêt *Charkaoui II*, sauf dans le cas des questions posées lors de l'interrogatoire d'un témoin. En se fondant sur la conclusion tirée dans l'arrêt *R. c. Hynes* selon laquelle le mécanisme de communication de la preuve obtenue lors d'une enquête préliminaire n'est pas

to discover the respondents' case by requiring them to answer written inquiries.

Finally, the information sought to be disclosed that had already been filed with the Court could not be disclosed pursuant to paragraphs 83(1)(d) and (e) of IRPA. The respondents were ordered to provide a summary of the *Charkaoui II* disclosure to the applicant, including a list of the number and type of remaining original records. They subsequently complied with this order.

STATUTES AND REGULATIONS CITED

Canadian Charter of Rights and Freedoms, being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44], s. 7.
Criminal Code, R.S.C., 1985, c. C-46, s. 577 (as am. by S.C. 2002, c. 13, s. 46).
Immigration and Refugee Protection Act, S.C. 2001, c. 27, ss. 77(2) (as am. by S.C. 2008, c. 3, s. 4), 83 (as am. *idem*).

CASES CITED

APPLIED:

R. v. Hynes, 2001 SCC 82, [2001] 3 S.C.R. 623, 208 Nfld. & P.E.I.R. 181, 206 D.L.R. (4th) 483.

CONSIDERED:

Charkaoui v. Canada (Citizenship and Immigration), 2008 SCC 38, [2008] 2 S.C.R. 326, 294 D.L.R. (4th) 478, 58 C.R. (6th) 45; *Harkat (Re)*, 2009 FC 340, 339 F.T.R. 129; *Almrei (Re)*, 2009 FC 240, [2010] 2 F.C.R. 165, 342 F.T.R. 27.

REFERRED TO:

Harkat (Re), 2009 FC 204, [2009] 4 F.C.R. 370, 306 D.L.R. (4th) 269, 339 F.T.R. 65; *Almrei (Re)*, 2009 FC 322, 342 F.T.R. 11; *R. v. Stinchcombe*, [1991] 3 S.C.R. 326, (1991), A.R. 161, [1992] 1 W.W.R. 97; *Charkaoui v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2007 SCC 9, [2007] 1 S.C.R. 350, 276 D.L.R. (4th) 594, 54 Admin. L.R. (4th) 1; *Harkat (Re)*, 2009 FC 203, 339 F.T.R. 60; *R. v. Girimonte* (1997), 37 O.R. (3d) 617, 121 C.C.C. (3d) 33, 12 C.R. (5th) 332 (C.A.); *R. v. Huynh*, 2008 CanLII 30296 (Ont. S.C.).

l'objet premier de cette procédure, la Cour a conclu que l'article 7 de la Charte, dans le cadre d'une procédure relative au certificat, ne l'oblige pas à donner au demandeur la possibilité de découvrir la preuve des défendeurs en leur demandant de répondre aux demandes présentées par écrit.

Enfin, les renseignements qui avaient déjà été déposés à la Cour ne pouvaient pas être divulgués aux termes des alinéas 83(1)d) et e) de la LIPR. La Cour avait ordonné aux défendeurs de fournir au demandeur un résumé de la divulgation dans l'affaire *Charkaoui II*, notamment la liste du nombre et du type de documents originaux restants. Ils ont respecté cette ordonnance par la suite.

LOIS ET RÈGLEMENTS CITÉS

Charte canadienne des droits et libertés, qui constitue la partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, ch. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44], art. 7.
Code criminel, L.R.C. (1985), ch. C-46, art. 577 (mod. par L.C. 2002, ch. 13, art. 46).
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, L.C. 2001, ch. 27, art. 77(2) (mod. par L.C. 2008, ch. 3, art. 4), 83 (mod., *idem*).

JURISPRUDENCE CITÉE

DÉCISION APPLIQUÉE :

R. c. Hynes, 2001 CSC 82, [2001] 3 R.C.S. 623.

DÉCISIONS EXAMINÉES :

Charkaoui c. Canada (Citoyenneté et Immigration), 2008 CSC 38, [2008] 2 R.C.S. 326; *Harkat (Re)*, 2009 CF 340; *Almrei (Re)*, 2009 CF 240, [2010] 2 R.C.F. 165.

DÉCISIONS CITÉES :

Harkat (Re), 2009 CF 204, [2009] 4 R.C.F. 370; *Almrei (Re)*, 2009 CF 322; *R. c. Stinchcombe*, [1991] 3 R.C.S. 326; *Charkaoui c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2007 CSC 9, [2007] 1 R.C.S. 350; *Harkat (Re)*, 2009 CF 203; *R. v. Girimonte* (1997), 37 O.R. (3d) 617, 121 C.C.C. (3d) 33, 12 C.R. (5th) 332 (C.A.); *R. v. Huynh*, 2008 CanLII 30296 (C. sup. Ont.).

MOTION for disclosure seeking an order requiring, *inter alia*, that the respondents meet their *Charkaoui v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2008 SCC 38, [2008] 2 S.C.R. 326 disclosure obligations by complying with the *R. v. Stinchcombe* standard of disclosure. Motion granted in part.

REQUÊTE en divulgation déposée en vue de solliciter une ordonnance enjoignant aux défendeurs, entre autres, de s'acquitter de leurs obligations de divulgation découlant de l'arrêt *Charkaoui c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2008 CSC 38, [2008] 2 R.C.S. 326 en se conformant à la norme de divulgation exposée à l'arrêt *R. c. Stinchcombe*. Requête accueillie en partie.

APPEARANCES

Matthew C. Webber, Norman D. Boxall and *Leonardo S. Russomanno* for applicant.

David W. Tyndale and *André Seguin* for respondents.

Paul J. J. Cavalluzzo and *Paul D. Copeland*, as special advocates.

ONT COMPARU

Matthew C. Webber, Norman D. Boxall et *Leonardo S. Russomanno* pour le demandeur.

David W. Tyndale et *André Seguin* pour les défendeurs.

Paul J. J. Cavalluzzo et *Paul D. Copeland*, à titre d'avocats spéciaux.

SOLICITORS OF RECORD

Webber Schroeder Goldstein Abergel, Ottawa, and *Bayne Sellar Boxall*, Ottawa, for applicant.

Deputy Attorney General of Canada for respondents.

Paul Cavalluzzo, Toronto, and *Paul Copeland*, Toronto, as special advocates.

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER

Webber Schroeder Goldstein Abergel, Ottawa, et *Bayne Sellar Boxall*, Ottawa, pour le demandeur.

Le sous-procureur général du Canada pour les défendeurs.

Paul Cavalluzzo, Toronto, et *Paul Copeland*, Toronto, à titre d'avocats spéciaux.

The following are the reasons for order rendered in English by

Ce qui suit est la version française des motifs de l'ordonnance rendus par

[1] NOËL J.: These are reasons for order in relation to the motion for disclosure filed by Mr. Harkat (the applicant) on April 9, 2009. Submissions were heard on April 15 and April 16 in public.

[1] LE JUGE NOËL : Il s'agit des motifs de l'ordonnance relativement à la requête en divulgation déposée par M. Harkat (le demandeur) le 9 avril 2009. Des plaidoiries ont été entendues les 15 et 16 avril en audience publique.

[2] An order granting in part the motion of April 9, 2009, was issued on April 21, 2009, with reasons to follow.

[2] Une ordonnance accueillant en partie la requête du 9 avril 2009 a été rendue le 21 avril 2009, avec motifs à suivre.

[3] Shortly after the April 21, 2009 order was issued, the Court was informed of the failure of the ministers to disclose some information relating to one of the human sources relied on to support the allegations in the Security Information Report (SIR) (see 2009 FC 204 [*Harkat (Re)*, [2009] 4 F.C.R. 370]). The intervening procedures, which came to a close on October 15, 2009, as well as the most recent closed hearings on the reasonableness of the certificate, which also addressed further disclosure, have delayed the issuance of these reasons for the order of April 21, 2009.

[3] Peu de temps après l'ordonnance du 21 avril 2009, la Cour a été informée que les ministres n'ont pas communiqué certains renseignements concernant l'une des sources humaines sur lesquelles s'appuyaient les allégations figurant au Rapport de renseignements de sécurité (RRS) (voir 2009 CF 204 [*Harkat (Re)*, [2009] 4 R.C.F. 370]). Les procédures en intervention, qui ont pris fin le 15 octobre 2009, ainsi que les plus récentes audiences à huis clos sur le caractère raisonnable du certificat, qui ont porté aussi sur la communication d'autres renseignements, ont retardé le dépôt des présents motifs de l'ordonnance du 21 avril 2009.

The requests for disclosure brought by counsel for the applicant, Mr. Harkat, from August 2008 to April 2009

[4] On August 28, 2008, counsel for the applicant sought full disclosure of the information regarding Mr. Harkat in the possession of the ministers and the Canadian Security and Intelligence Service (CSIS) subject only to the assertion of a national security privilege. If a national security privilege was asserted over such information, counsel wished to be informed of the basis of the privilege so that the assertion could be challenged by the special advocates. (Letter from Mr. N. Boxall dated August 28, 2008.) In an appendix to his letter, counsel listed the information he was seeking to have disclosed which included but was not limited to:

- CSIS interviews;
- human source information including information about the source's relationship with CSIS, motivation, payment, other targets, citizenship immigration status, criminal record, etc.;
- definitions of specific terms used in the Security Intelligence Report (SIR);
- information about employees involved in the preparation of the SIR;
- background information about various individuals and organizations named in the SIR, e.g. FIS [Front Islamique du salut], GIA [Groupe Islamique Armé], Ibn Khattab, AGAI [Al Gramaa al Islamiya];
- the number of Islamic extremists that entered Canada on false Saudi passports; and,
- original material of any interviews conducted.

[5] On March 20, 2009, counsel for Mr. Harkat wrote to the Court concerning potential disclosure to Mr. Harkat. In his letter, counsel noted that the requests made in August 2008 were still unanswered. In addition to the earlier requests, counsel requested the following information:

Les demandes de divulgation présentées par l'avocat du demandeur, M. Harkat, entre août 2008 et avril 2009

[4] Le 28 août 2008, l'avocat du demandeur a demandé la communication intégrale des renseignements concernant M. Harkat, se trouvant en possession des ministres et du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), sous réserve seulement de la revendication d'un privilège relatif à la sécurité nationale. Si un privilège relatif à la sécurité nationale visait ces renseignements, l'avocat voulait être avisé du fondement de ce privilège afin que la revendication soit contestée par les avocats spéciaux. (Lettre de M. N. Boxall en date du 28 août 2008.) Dans une annexe à sa lettre, l'avocat a énuméré les renseignements visés par la divulgation demandée, dont :

- les entrevues avec le SCRS;
- des renseignements concernant la source humaine, notamment des renseignements sur les relations de la source avec le SCRS, la motivation, le paiement effectué, les autres cibles, le statut de citoyen ou d'immigrant, le casier judiciaire, etc.;
- les définitions des termes utilisés dans le Rapport de renseignements de sécurité (RRS);
- des renseignements sur les employés ayant participé à la préparation du RRS;
- des renseignements sur différentes personnes et organisations mentionnées dans le RRS, à savoir le FIS [Front Islamique du salut], le GIA [Groupe Islamique Armé], Ibn Khattab, l'AGAI [Al Gamaa al Islamiya];
- le nombre des extrémistes islamiques qui sont entrés au Canada avec de faux passeports saoudiens;
- le matériel original relatif à toute entrevue effectuée.

[5] Le 20 mars 2009, l'avocat de M. Harkat s'est adressé par écrit à la Cour au sujet de la possibilité de divulguer des renseignements à M. Harkat. Dans sa lettre, l'avocat a souligné que les demandes présentées en août 2008 n'avaient pas encore reçu de réponse. En plus des renseignements demandés antérieurement, il sollicitait également :

- declassified versions of all reports generated concerning the reliability and/or corroboration of human sources;
- a list of which of the conversations summarized and provided to Mr. Harkat are the result of technical intercepts and which emanate from human sources;
- transcripts of the summarized conversations if available;
- release of further summarized conversations between Mr. Harkat and his family; and,
- a detailed accounting or inventory of all information that has been lost or destroyed.

[6] Given the numerous demands for disclosure made by Mr. Harkat, on April 3, 2009, this Court ordered that his requests be made the subject of a motion for disclosure. This motion was filed on April 9, 2009 and sought an order requiring that:

- the ministers release evidence regarding two named individuals; Mohamed El Barseigy and Ahmed Derbas;
- the ministers release items of disclosure referred to in the disclosure request of counsel dated March 20, 2009;
- the ministers provide the fullest possible disclosure of material relied upon under paragraph 83(1)(e) [as am. by S.C. 2008, c. 3, s. 4] of IRPA [*Immigration and Refugee Protection Act*, S.C. 2001, c. 27] to public counsel, such that public counsel know the case to be met;
- the ministers meet their *Charkaoui II* [*Charkaoui v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2008 SCC 38, [2008] 2 S.C.R. 326] disclosure obligations by complying with the *Stinchcombe* [*R. v. Stinchcombe*, [1991] 3 S.C.R. 326] standard of disclosure of “all information, whether inculpatory or exculpatory, except evidence that is beyond the control of the prosecution, clearly irrelevant, or privileged”; and

- les versions déclassifiées de tous les rapports produits relativement à la fiabilité des sources humaines et à la corroboration de leurs témoignages;
- une liste précisant, parmi les conversations résumées et fournies à M. Harkat, celles provenant des interceptions et celles provenant des sources humaines;
- les transcriptions des conversations résumées le cas échéant;
- la communication d’autres conversations résumées entre M. Harkat et sa famille;
- l’inventaire détaillé de tous les renseignements perdus ou détruits.

[6] Vu les nombreuses demandes de divulgation présentées par M. Harkat, la Cour a ordonné, le 3 avril 2009, qu’elles fassent l’objet d’une requête en divulgation. Cette requête a été déposée le 9 avril 2009 et visait à obtenir une ordonnance enjoignant aux ministres :

- de communiquer la preuve concernant deux personnes nommées : Mohamed El Barseigy et Ahmed Derbas;
- de fournir des éléments faisant l’objet de la demande de divulgation présentée par l’avocat en date du 20 mars 2009;
- de fournir à l’avocat public une communication exhaustive, dans la mesure du possible, du matériel sur lequel s’appuie la poursuite visé par l’alinéa 83(1)e) [mod. par L.C. 2008, ch. 3, art. 4] de la LIPR [*Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*, L.C. 2001, ch. 27], de sorte qu’il soit informé de la thèse des ministres à son égard;
- de s’acquitter de leurs obligations de divulgation découlant de l’arrêt *Charkaoui II* [*Charkaoui c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2008 CSC 38, [2008] 2 R.C.S. 326] en se conformant à la norme de divulgation exposée à l’arrêt *Stinchcombe* [*R. c. Stinchcombe*, [1991] 3 R.C.S. 326] de divulguer « tous renseignements, inculpatatoires ou disculpatoires, sauf s’il s’agit d’une preuve qui échappe au contrôle de la poursuite, qui est manifestement sans pertinence ou qui fait l’objet d’un privilège »;

• the ministers comply with the Supreme Court's holding in *Charkaoui II*, by providing a full inventory of destroyed and lost operational materials to date.

• de respecter les conclusions de la Cour suprême dans l'arrêt *Charkaoui II* et de fournir l'inventaire complet du matériel opérationnel ayant été détruit ou perdu jusqu'à présent.

[7] To date, Mr. Harkat has been provided with:

- all publicly available material relied on in the confidential Security Intelligence Report (the SIR) including news articles, etc.;

- all information provided by other Canadian government agencies relied on in the confidential SIR;

- summaries of all conversations in which Mr. Harkat was a participant relied on in the confidential SIR;

- further information on the MAK [Maktab Al Khidmat];

- more detail concerning previously known allegations as well as previously undisclosed allegations made in the confidential SIR. Supplementary information may be disclosed as the proceedings are unfolding;

- a summary of the information contained in the *Charkaoui II* disclosure material;

- some original information that was produced as part of the *Charkaoui II* disclosure;

- summaries of other conversations, not relied on in the SIR, between Mr. Harkat and others;

- summaries of 22 documents in the *Charkaoui II* material that were identified as essential by the special advocates;

[8] The bulk of the information disclosed to the applicant, over the course of the closed hearings of the proceeding, has been in the form of summaries. Some limited original material has also been provided to the applicant.

[7] À ce jour, M. Harkat a reçu les éléments suivants :

- tous les documents accessibles au public sur lesquels s'est appuyé le Rapport de renseignements de sécurité (RRS), dont les articles de presse, etc.;

- tous les renseignements fournis par d'autres organismes gouvernementaux canadiens sur lesquels se fondait le RRS confidentiel;

- les résumés de toutes les conversations auxquelles a participé M. Harkat et sur lesquelles se fondait le RRS confidentiel;

- d'autres renseignements sur le MAK [Maktab Al Khidmat];

- des détails concernant les allégations communiquées antérieurement ainsi que les allégations non divulguées figurant dans le RRS confidentiel. Il se peut que des renseignements supplémentaires soient communiqués selon le dénouement des instances;

- un résumé des renseignements figurant dans le matériel divulgué dans l'affaire *Charkaoui II*;

- certains renseignements initiaux fournis dans la cadre de la divulgation dans l'affaire *Charkaoui II*;

- résumés d'autres conversations entre M. Harkat et diverses personnes non visées par le RRS;

- les résumés de 22 documents visés par l'affaire *Charkaoui II* et que les avocats spéciaux n'avaient pas considérés comme essentiels;

[8] La plupart des renseignements ont été communiqués au demandeur, lors des audiences à huis clos, sous la forme des résumés. Le demandeur a reçu également quelques documents originaux.

[9] Mr. Harkat has received substantial disclosure of the allegations made against him including some of the information on which those allegations are based. Special advocates have been permitted to communicate with counsel for Mr. Harkat (order of May 6, 2009) who was, as a result of the authorized communication, able to forward instructions to the special advocates.

[10] On November 10, 2009, this Court authorized a further oral communication between the special advocates and counsel for Mr. Harkat. The object of the communication was to allow Mr. Harkat to give instructions to the special advocates for the purpose of their cross-examination of the witnesses during the closed hearings of November and December 2009, on the following matters:

- the guesthouse in Babi;
- Mr. Harkat's relationship with Ibn Khattab;
- Mr. Harkat's relationship and contacts with Ahmed Said Khadr before and after he came to Canada;
- Mr. Harkat's relationship with Wael;
- Mr. Harkat's relationship with Al Shehri;
- Mr. Harkat's presence in Afghanistan and any activities there;
- Mr. Harkat's relationship with Abu Zubayda;
- Mr. Harkat's relationship with bin Laden and any contacts with him;
- Mr. Harkat's access to large sums of money while in Canada.

[11] Both of these authorized communications were subject to conditions designed by the Court to prevent any inadvertent disclosure of confidential information.

[12] I note that these reasons for order do not address the constitutional sufficiency of the disclosure mandated by paragraph 83(1)(e) of IRPA; this issue, among others, is the subject of an omnibus motion brought by counsel

[9] M. Harkat a reçu d'importants renseignements sur les allégations portées contre lui, notamment des renseignements sur lesquels se fondent ces allégations. Les avocats spéciaux ont été autorisés à communiquer avec l'avocat de M. Harkat (l'ordonnance du 6 mai 2009) qui a été ainsi en mesure de leur transmettre des instructions.

[10] Le 10 novembre 2009, la Cour a autorisé une autre communication orale entre les avocats spéciaux et l'avocat de M. Harkat. Cette communication avait pour objet de permettre à M. Harkat de donner des instructions aux avocats spéciaux concernant le contre-interrogatoire des témoins lors des audiences à huis clos de novembre et décembre 2009, sur les questions suivantes :

- la maison d'accueil de Babi;
- la relation de M. Harkat avec Ibn Khattab;
- la relation de M. Harkat et ses contacts avec Ahmed Said Khadr avant son arrivée au Canada et par la suite;
- la relation de M. Harkat avec Wael;
- la relation de M. Harkat avec Al Shehri;
- la présence de M. Harkat en Afghanistan et ses activités là-bas;
- la relation de M. Harkat avec Abu Zubayda;
- la relation de M. Harkat avec ben Laden et tout contact avec celui-ci;
- l'accès de M. Harkat à d'importantes sommes d'argent lors de son séjour au Canada.

[11] Les deux communications ont été autorisées sous réserve de conditions destinées à empêcher toute divulgation par inadvertance de renseignements confidentiels.

[12] Je souligne que les présents motifs n'ont pas trait au caractère suffisant sur le plan constitutionnel de la divulgation autorisée par l'alinéa 83(1)e) de la LIPR; cette question, entre autres, est l'objet d'une requête

for Mr. Harkat which is to be argued at the end of the reasonableness hearings. I agree with Mosley J. that to determine these issues prior to the reasonableness hearing would be premature: *Almrei (Re)*, 2009 FC 322, 342 F.T.R. 11, at paragraph 54.

[13] I will first address the scope of the disclosure which is mandated by IRPA and by the decision of the Supreme Court of Canada in *Charkaoui v. Canada (Citizenship and Immigration)*, 2008 SCC 38, [2008] 2 S.C.R. 326 (*Charkaoui II*).

The scope of the information that must be filed with the Court and provided to the special advocates: must the ministers comply with a *Stinchcombe* standard of disclosure?

[14] In his motion record, Mr. Harkat takes the position that in the absence of the assertion of a privilege, all of the information concerning him should be disclosed. His counsel refers to the decisions of the Supreme Court of Canada in *Charkaoui v. Canada (Citizenship and Immigration)* 2007 SCC 9, [2007] 1 S.C.R. 350 (*Charkaoui I*) and *Charkaoui II* as authority for this assertion.

[15] Counsel for Mr. Harkat submits that the gravity of the consequences facing Mr. Harkat, namely, possible removal from Canada or indefinite detention, elevates the required level of procedural fairness pursuant to section 7 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* [being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44]] (the Charter). He submits that regardless of the non-criminal nature of the proceeding, the consequences for Mr. Harkat's life, liberty and security of the person require that standards of procedural fairness equivalent to those applied in the criminal context must be met in a security certificate proceeding. Counsel further submits that summaries of information are not sufficient to meet the disclosure requirements mandated by section 7 and the *Charkaoui* cases. Mere summaries do not, according to counsel, allow counsel to verify or test the allegations made against Mr. Harkat. The presence of special advocates is not, in the applicant's opinion, sufficient to replace the role of counsel because of the prohibition on communication between the applicant and

d'ensemble présentée par l'avocat de M. Harkat et qui doit être débattue à la fin des audiences sur le caractère raisonnable. Je suis d'accord avec le juge Mosley pour dire qu'il serait prématuré de trancher ces questions maintenant : *Almrei (Re)*, 2009 CF 322, au paragraphe 54.

[13] J'examinerai d'abord la portée de la divulgation autorisée par la LIPR et par l'arrêt de la Cour suprême du Canada *Charkaoui c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2008 CSC 38, [2008] 2 R.C.S. 326 (*Charkaoui II*).

La portée des renseignements devant être soumis à la Cour et fournis aux avocats spéciaux : les ministres doivent-ils respecter la norme pour la divulgation énoncée dans l'arrêt *Stinchcombe*?

[14] Dans son dossier de requête, M. Harkat fait valoir qu'en l'absence de la revendication d'un privilège, tous les renseignements le concernant doivent être divulgués. Son avocat invoque les arrêts de la Cour suprême du Canada *Charkaoui c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, 2007 CSC 9, [2007] 1 R.C.S. 350 (*Charkaoui I*), et *Charkaoui II*

[15] L'avocat de M. Harkat soutient que la gravité des conséquences pour M. Harkat, notamment le renvoi possible du Canada ou la détention pour une période illimitée, demande un degré élevé d'équité procédurale en vertu de l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés* [qui constitue la partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, ch. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44]] (la Charte). Il prétend que, sans égard à la nature non criminelle des procédures, les conséquences pour la vie, la liberté et la sécurité de M. Harkat exigent, dans le cadre des procédures relatives à un certificat de sécurité, l'application des normes d'équité procédurale correspondant à celles appliquées en matière criminelle. L'avocat soutient également que les résumés de renseignements ne suffisent pas pour satisfaire aux exigences en matière de divulgation prescrites par l'article 7 de la Charte et les arrêts *Charkaoui*. Selon l'avocat, de simples résumés ne lui permettent pas de vérifier la validité des allégations portées contre M. Harkat. Selon le demandeur, la présence d'avocats spéciaux ne remplace pas adéquatement celle

the special advocates. In the end analysis, only Mr. Harkat is in a position to effectively instruct his counsel in relation to the information relied on by the ministers.

[16] The ministers object to the disclosure of most of the information sought by the applicant on the grounds that the disclosure of the information would be injurious to national security. They rely on section 83 [as am. by S.C. 2008, c. 3, s. 4] of the *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA) which they assert is clear on its face.

[17] There are two statutory mechanisms designed to provide disclosure to the subject of a security certificate. The first is found in subsection 77(2) [as am. *idem*] of IRPA which requires the ministers to file the information and evidence on which the certificate is based in the Court. A public summary of this information must be provided to the subject of the certificate. The second is found in paragraph 83(1)(e) of IRPA which puts a dual obligation on the designated judge to maintain the confidentiality of information, the disclosure of which would injure national security, and to ensure that the subject of the certificate is reasonably informed of the case made by the ministers.

[18] A further duty to disclose information to the designated judge was established by the Supreme Court of Canada in *Charkaoui II*.

[19] This further duty to disclose in *Charkaoui II* has been interpreted by this Court as imposing an obligation on the ministers to provide the Court, and subsequently the special advocates, with all information in CSIS' possession or holdings relating to the named person, in this case Mr. Harkat: *Harkat (Re)*, 2009 FC 203, 339 F.T.R. 60, at paragraphs 10 and 11.

[20] In *Harkat (Re)*, 2009 FC 340, 339 F.T.R. 129, this Court concluded that CSIS is not required to disclose all of its holdings regarding every person or organization that is alleged to have a connection with Mr. Harkat; it must provide such information where the special advocates

d'un véritable avocat de la défense en raison de l'interdiction de communication entre le demandeur et les avocats spéciaux. En dernière analyse, M Harkat est le seul en mesure de donner des instructions efficaces à son avocat au regard des renseignements sur lesquels se sont fondés les ministres.

[16] Les ministres s'opposent à la divulgation de la plupart des renseignements demandés par le demandeur au motif qu'elle porterait atteinte à la sécurité nationale. Ils invoquent l'article 83 [mod. par L.C. 2008, ch. 3, art. 4] de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (la LIPR), lequel est clair à sa face même.

[17] La loi prévoit deux mécanismes pour obtenir la divulgation en matière de certificat de sécurité. Le premier est prévu au paragraphe 77(2) [mod., *idem*] de la LIPR, lequel exige que les ministres déposent à la Cour les renseignements et les éléments de preuve justifiant le certificat. Un résumé de la preuve doit être remis à la personne visée par le certificat. Le deuxième est prévu à l'alinéa 83(1)e) de la LIPR, lequel exige que le juge désigné garantisse, d'une part, la confidentialité des renseignements dont la divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale et, d'autre part, qu'il veille à ce que l'intéressé soit suffisamment informé de la thèse des ministres.

[18] La Cour suprême du Canada a établi dans l'arrêt *Charkaoui II* une obligation supplémentaire de communication incombant au juge désigné.

[19] La Cour a considéré cette obligation établie dans l'arrêt *Charkaoui II* comme exigeant des ministres qu'ils fournissent à la Cour, et par la suite aux avocats spéciaux, tous les renseignements que le SCRS détient relativement à la personne visée, soit M. Harkat en l'espèce : *Harkat (Re)*, 2009 CF 203, aux paragraphes 10 et 11.

[20] Dans la décision *Harkat (Re)*, 2009 CF 340, la Cour a conclu que le SCRS n'est pas tenu de divulguer tous ses documents concernant chacune des personnes ou organisations qui serait liée à M. Harkat; il doit fournir de tels renseignements lorsque les avocats

have established that access to the information is necessary for them to fulfill their legislative role: see paragraph 17.

[21] The focus of the *Charkaoui II* exercise is to ensure that the designated judge, and now the special advocates, have all of the information relevant to the verification of the allegations made against the named person and all of the information relied on to support those allegations: *Almrei (Re)*, 2009 FC 240, [2010] 2 F.C.R. 165, at paragraphs 19–20, *per* Dawson J.

[22] When discussing how this new duty to disclose is to be discharged, the Supreme Court observed at paragraph 62 of *Charkaoui II*:

To uphold the right to procedural fairness to people in Mr. Charkaoui’s position, CSIS should be required to retain all the information in its possession and to disclose it to the ministers and the designated judge. The ministers and the designated judge will in turn be responsible for verifying the information they are given.... The designated judge, who will have access to all the evidence, will then exclude any evidence that might pose a threat to national security and summarize the remaining evidence — which he or she will have been able to check for accuracy and reliability — for the named person. [Emphasis added.]

[23] I take from this statement that the Supreme Court did not contemplate that the named person, the subject of a security certificate, would be granted access to all of the information or records retained by CSIS. Nor did the Supreme Court contemplate that the entire intelligence file relating to the named person would necessarily be provided to him or her. Consistent with paragraph 83(1)(e) of IRPA, the Supreme Court held that a judge must exclude evidence that “poses a threat to national security” and determine which of the original information may be provided to the named person or summarized without harming national security.

[24] The ultimate obligation to protect information that would injure national security, is placed on the designated judge: paragraph 83(1)(d) of IRPA. Indeed, in *Re Almrei*, 2009 FC 240, Dawson J. concluded that even where the ministers consent to the disclosure of information, the designated judge has an obligation, as set out in paragraph 83(1)(d) of IRPA, to assess whether the information

spéciaux ont établi que l’accès à l’information leur était nécessaire pour s’acquitter de leurs fonctions : voir le paragraphe 17.

[21] L’objectif de l’arrêt *Charkaoui II* est de faire en sorte que le juge désigné, et maintenant les avocats spéciaux, soient saisis de tous les renseignements pertinents permettant la vérification des allégations portées contre l’intéressé et de tous les renseignements les justifiant : *Almrei (Re)*, 2009 CF 240, [2010] 2 R.C.F. 165 (la juge Dawson, aux paragraphes 19 et 20).

[22] Lorsqu’elle traite de la manière d’appliquer cette nouvelle obligation de communication, la Cour suprême dit au paragraphe 62 de l’arrêt *Charkaoui II* :

Ainsi, afin de respecter le droit à l’équité procédurale des personnes telles que M. Charkaoui, le SCRS devrait être tenu de conserver l’ensemble des renseignements dont il dispose et de les divulguer aux ministres ainsi qu’au juge désigné. Ces derniers seront à leur tour responsables de vérifier l’information qui leur est remise [...] Puis, le juge désigné, qui aura à sa disposition l’ensemble des renseignements, écartera l’information susceptible de menacer la sécurité nationale et résumera le reste de la preuve, dont il aura pu vérifier l’exactitude et la fiabilité, à l’intention de la personne visée. [Non souligné dans l’original.]

[23] Je comprends de ce passage que la Cour suprême ne prévoyait pas que l’on accorde à l’intéressé, la personne visée par un certificat de sécurité, l’accès à tous les renseignements conservés par le SCRS. La Cour suprême ne prévoyait pas non plus que l’on fournisse nécessairement à l’intéressé l’ensemble du dossier du renseignement. Conformément à l’alinéa 83(1)e) de la LIPR, la Cour suprême a conclu qu’un juge doit écarter l’information « susceptible de menacer la sécurité nationale » et déterminer quels renseignements originaux ou résumés remettre à l’intéressé sans porter atteinte à la sécurité nationale.

[24] L’obligation ultime de protéger les renseignements susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale incombe au juge désigné : alinéa 83(1)d) de la LIPR. En effet, dans *Re Almrei*, 2009 CF 240, la juge Dawson a conclu que, même lorsque les ministres conviennent de la divulgation de renseignements, il incombe au juge désigné, aux termes de l’alinéa 83(1)d) de la LIPR, de

would, in the judge's opinion, cause injury to national security or endanger any person.

[25] Again, it is important to note that the constitutionality of paragraph 83(1)(e) of IRPA is not at issue in this motion, nor is the sufficiency of the special advocate model set out in IRPA; these issues will be argued as part of the final submissions on the reasonableness of the certificate. I am consequently bound to refuse to disclose information where such information would, in my opinion, cause injury to national security or endanger the safety of any person.

[26] The designated judge's duty to protect information is not discretionary. Where I have come to the opinion that disclosure would injure national security or endanger any person I must refuse to disclose that information.

[27] I will now deal with the specific requests made by Mr. Harkat which may, for the most part, be divided into two categories. First, I will address requests for information filed with the Court pursuant to subsection 77(2) of IRPA or, in accordance with the ministers' disclosure obligations as established by *Charkaoui II* ("information that is filed with the Court"). Second, I will address requests for information that is not currently before the Court. Last, I will deal with the request for the disclosure of information concerning two individuals who Mr. Harkat wishes to call as witnesses in this proceeding, and the request for the disclosure of a list of all original material that has been destroyed.

1. Mr. Harkat's specific requests for information filed with the Court

[28] Mr. Harkat (by way of letters dated March 20, 2009 and August 28, 2008) made specific requests for the disclosure including:

- declassified versions of all reports generated concerning the reliability and/or corroboration of human sources;

déterminer si ces renseignements porteraient atteinte, selon lui, à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui.

[25] Encore une fois, il est important de souligner que ni la constitutionnalité de l'alinéa 83(1)e) de la LIPR ni le caractère suffisant du modèle relatif aux avocats spéciaux prévu par la LIPR ne sont en cause dans la présente requête; ces questions seront débattues dans le cadre des observations finales sur le caractère raisonnable du certificat. Par conséquent, je suis tenu de refuser la communication des renseignements dont la divulgation porterait atteinte, selon moi, à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui.

[26] L'obligation du juge désigné de protéger les renseignements n'est pas de nature discrétionnaire. Lorsque je suis d'avis que la divulgation des renseignements porterait atteinte à la sécurité nationale ou à la sécurité d'autrui, je suis tenu de la refuser.

[27] J'aborderai maintenant les demandes expresses présentées par M. Harkat, lesquelles peuvent être, dans l'ensemble, divisées en deux catégories. Premièrement, j'examinerai les demandes visant les renseignements déposés à la Cour en application du paragraphe 77(2) de la LIPR, ou conformément aux obligations de divulgation qui incombent aux ministres, établies dans l'arrêt *Charkaoui II* (« les renseignements déposés à la Cour »). Deuxièmement, j'examinerai les demandes de renseignements qui n'ont pas été déposés à la Cour. Enfin, j'examinerai la demande visant la divulgation de renseignements concernant deux personnes que M. Harkat souhaite convoquer à titre de témoins dans la présente instance et celle visant la divulgation d'un inventaire du matériel original ayant été détruit.

1. Les demandes expresses de M. Harkat visant les renseignements déposés à la Cour

[28] M. Harkat a présenté (par lettres datées du 20 mars 2009 et du 28 août 2008) des demandes expresses visant notamment la divulgation des renseignements suivants :

- les versions déclassifiées de tous les rapports produits relativement à la fiabilité des sources humaines et à la corroboration de leurs témoignages;

- human source information including information about the source's relationship with CSIS, motivation, payment, other targets, citizenship immigration status, criminal record, etc.;
 - information regarding foreign agencies;
 - a list of which of the conversations summarized and provided to Mr. Harkat are the result of technical intercepts and which emanate from human sources;
 - transcripts of the summarized conversations if available;
 - a detailed accounting or inventory of all information that has been lost or destroyed;
 - CSIS interviews.
- des renseignements concernant la source humaine, notamment des renseignements sur les relations de la source avec le SCRS, la motivation, le paiement, les autres cibles, le statut de citoyen ou d'immigrant, le casier judiciaire, etc.;
 - des renseignements sur les agences étrangères;
 - une liste précisant, parmi les conversations résumées et fournies à M. Harkat, celles provenant des interceptions et celles provenant des sources humaines;
 - les transcriptions des conversations résumées le cas échéant;
 - l'inventaire détaillé de tous les renseignements perdus ou détruits;
 - les entrevues du SCRS.

(a) Reports concerning covert human sources

a) Les rapports concernant les sources humaines confidentielles

[29] Mr. Harkat is requesting declassified versions of all reports generated concerning the reliability and/or corroboration of human sources.

[29] M. Harkat sollicite les versions déclassifiées de tous les rapports issus relativement à la fiabilité des sources humaines et à la corroboration de leurs témoignages.

[30] The ministers object to the disclosure of this information. They assert that disclosure of the information requested would identify covert human intelligence sources and consequently, would injure national security and potentially endanger the safety of individuals. In their submission, there is no meaningful way to redact these reports.

[30] Les ministres s'opposent à la communication de ces renseignements. Ils font valoir que la divulgation des renseignements demandés permettrait d'identifier les sources humaines confidentielles de renseignement et porterait donc atteinte à la sécurité nationale et à la sécurité d'autres personnes. Les ministres indiquent dans leurs observations qu'il n'y a aucune façon valable d'expurger ces rapports.

[31] Having reviewed the reports provided to the Court concerning the reliability and/or corroboration of human sources in this proceeding, this Court concludes that it would be injurious to national security to provide them to counsel for Mr. Harkat: *Re Harkat*, 2009 FC 204. The reports are highly sensitive, would identify human sources and at times include foreign agency information provided to CSIS in confidence.

[31] Après avoir examiné les rapports sur la fiabilité des sources humaines et la corroboration de leurs témoignages, notre Cour conclut que le fait de les remettre à l'avocat de M. Harkat porterait atteinte à la sécurité nationale : *Re Harkat*, 2009 CF 204. Les rapports contiennent des renseignements de nature très délicate, révèlent l'identité des sources humaines et renferment également des renseignements que les agences étrangères ont fournis au SCRS à titre confidentiel.

[32] I agree that there is no way to meaningfully redact the reports in a way that would allow them to be declassified and disclosed to Mr. Harkat. However, the information is available to the Court and has been given to the special advocates who may use it to test the evidence and information relied on by the ministers.

[33] The applicant's request is denied.

(b) Human source information including information about the source's relationship with CSIS, motivation, payment, other targets, citizenship immigration status, criminal record, etc.

[34] In Mr. Boxall's letter dated August 28, 2008 he requests human source information including information about the source's relationship with CSIS, motivation, payment, other targets, citizenship immigration status, criminal record, etc.

[35] The ministers object to the applicant's request that the ministers disclose reports concerning human sources "on the grounds of national security and danger to the security of persons". They note that the special advocates have access to some, if not all, of this information and are able to test the evidence with it. According to the ministers, it would be impossible to redact such documents "without removing any meaningful content".

[36] Information about covert human intelligence sources is privileged and may not be publicly disclosed without permanent damage to the national security of Canada (*Re Harkat*, 2009 FC 204).

[37] I conclude that disclosure of the requested information would injure national security and therefore deny the request to provide the applicant with any information concerning a human source or that might lead to the identification of such an individual. This information cannot be summarized in any meaningful way.

(c) A list of which of the conversations summarized and provided to Mr. Harkat are the result of technical intercepts and which emanate from human source

[32] Je conviens qu'il n'y a aucune façon d'expurger utilement les rapports d'une manière qui permettrait de les déclassifier et de les communiquer à M. Harkat. Toutefois, la Cour a été saisie des renseignements en question et les a fournis aux avocats spéciaux qui peuvent s'en servir pour vérifier les éléments de preuve et les renseignements invoqués par les ministres.

[33] La demande du demandeur est rejetée.

b) Des renseignements concernant la source humaine, notamment des renseignements sur les relations de la source avec le SCRS, la motivation, le paiement effectué, les autres cibles, le statut de citoyen ou d'immigrant, le casier judiciaire, etc.

[34] Dans sa lettre du 28 août 2008, M. Boxall demande des renseignements sur la source humaine, sa relation avec le SCRS, sa motivation, le paiement effectué, les autres cibles, le statut de citoyen ou d'immigrant, le casier judiciaire, etc.

[35] Les ministres s'opposent à la demande du demandeur de divulguer des rapports concernant les sources humaines [TRADUCTION] « pour des motifs de sécurité nationale et de sécurité des personnes ». Ils soulignent que les avocats spéciaux ont accès à certains renseignements, voire leur totalité, et qu'ils sont en mesure de vérifier les éléments de preuve. Selon les ministres, il serait impossible d'expurger de tels documents « sans toucher à leur contenu significatif ».

[36] L'information sur les sources humaines confidentielles de renseignement est privilégiée et sa divulgation constituerait un préjudice permanent pour la sécurité nationale du Canada (*Re Harkat*, 2009 CF 204).

[37] Je conclus que la divulgation des renseignements sollicités porterait atteinte à la sécurité nationale et je rejette donc la demande du demandeur de lui fournir tout renseignement concernant une source humaine ou qui pourrait révéler son identité. Il n'existe aucune façon de résumer utilement ces renseignements.

(c) Une liste précisant, parmi les conversations résumées et fournies à M. Harkat, celles provenant des interceptions et celles provenant des sources humaines

[38] The applicant also seeks a list of which of the conversations provided to Mr. Harkat are the results of technical intercepts and which emanate from the reports of human sources.

[39] The ministers object to this request since to identify the source of the conversation as a technical intercept or as a human source report would disclose the identity of human sources and methods of operation.

[40] In my opinion, the disclosure of this information would also be injurious to national security. Given the relatively small number of conversations summarized and provided to Mr. Harkat, any indication of which conversations, if any, are the result of a human source report would likely reveal the identity of a source to the applicant. As noted in *Re Harkat*, 2009 FC 204, the protection of covert human intelligence sources is paramount to the national security of Canada and to the safety of its residents.

[41] The applicant's request is denied.

(d) Transcripts of the summarized conversations provided to Mr. Harkat

[42] Mr. Harkat is also seeking transcripts of the conversations that have been summarized and provided to him by the Court pursuant to paragraph 83(1)(e) of IRPA.

[43] There are no remaining original recordings or transcripts of the conversations relied on in the confidential SIR and provided in summarized form to Mr. Harkat; the only remaining record of these summarized conversations are found in reports filed in the CSIS database.

[44] A full accounting of the remaining original material was provided to the applicant on April 24, 2009.

[45] The Court is therefore unable to grant this request.

[38] Le demandeur sollicite également une liste précisant, parmi les conversations résumées et fournies, celles provenant des interceptions et celles provenant des sources humaines.

[39] Les ministres s'opposent à cette demande, vu que le fait de préciser si une conversation provient d'une interception ou d'un rapport d'une source humaine permettrait de divulguer l'identité des sources humaines et les méthodes d'opération.

[40] À mon avis, la divulgation de ces renseignements porterait également atteinte à la sécurité nationale. Vu le nombre relativement peu élevé de conversations résumées et fournies à M. Harkat, le fait de préciser, parmi ces conversations, celles provenant d'un rapport d'une source humaine, s'il y a lieu, permettrait probablement de révéler au demandeur l'identité de la source en question. Comme il a été souligné dans la décision *Re Harkat*, 2009 CF 204, la protection des sources humaines confidentielles de renseignement est primordiale pour la sécurité nationale du Canada et pour la sécurité de ses résidents.

[41] La demande du demandeur est rejetée.

d) Les transcriptions des conversations résumées fournies à M. Harkat

[42] M. Harkat sollicite également les transcriptions des conversations qui ont été résumées et fournies par la Cour conformément à l'alinéa 83(1)e) de la LIPR.

[43] Il ne reste plus d'enregistrements originaux ni de transcriptions des conversations ayant servi au RRS confidentiel et fournis à M. Harkat sous forme de résumés; le seul dossier qui reste sur ces conversations résumées se trouve dans les rapports déposés dans la base de données du SCRS.

[44] L'inventaire complet du matériel original restant a été transmis au demandeur le 24 avril 2009.

[45] La Cour ne peut donc accueillir cette demande.

(e) CSIS interviews of Mr. Harkat

[46] Mr. Harkat has been provided with the reports of all of his interviews conducted by CSIS. One audio recording of an Immigration and Refugee Board proceeding was disclosed to Mr. Harkat on April 24, 2009.

[47] There is no further information to be disclosed. There are no remaining notes or recordings of any interview with Mr. Harkat.

2. Requests for other information

[48] A number of the other requests made by the applicant have been characterized by the ministers as falling within the realm of discovery and not disclosure. For example, counsel for Mr. Harkat has requested:

- disclosure of the identity of CSIS employees who assisted in the preparation of the SIR;
- definitions of terms used in the SIR;
- information concerning the number of Islamic extremists that entered Canada on false Saudi passports;
- information about various organizations mentioned in the SIR.

[49] The ministers take the position that they are not required to answer or disclose information that would be the equivalent of information that would be the product of examinations for discovery. (Letter from D. Tyndale dated April 7, 2009.) They rely on the decision of the Ontario Court of Appeal in *R. v. Girimonte* for the proposition that the obligation to disclose the Crown's case against an accused does not extend to discovery of that case by the accused (*R. v. Girimonte* (1997), 37 O.R. (3d) 617, at paragraph 37).

[50] They assert that an obligation to disclose information does not necessarily entail a right to discover the Crown's case. Nor does the obligation to disclose, set out

e) Les entrevues de M. Harkat avec le SCRS

[46] M. Harkat a reçu les rapports de toutes les entrevues menées par le SCRS. Un enregistrement audio d'une procédure devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié a été transmis à M. Harkat le 24 avril 2009.

[47] Il n'y a donc aucun autre renseignement à divulguer. Il n'y a plus aucune note sur d'autres entrevues avec M. Harkat ni d'enregistrements à cet égard.

2. Demandes de renseignements supplémentaires

[48] Plusieurs autres demandes présentées par le demandeur s'inscrivaient, selon les ministres, dans la catégorie de la communication préalable et non de la divulgation. Par exemple, l'avocat de M. Harkat a demandé les renseignements suivants :

- la divulgation de l'identité des employés du SCRS ayant contribué à l'élaboration du RRS;
- les définitions des termes utilisés dans le RRS;
- des renseignements concernant le nombre d'extrémistes islamiques qui sont entrés au Canada avec de faux passeports saoudiens;
- des renseignements sur diverses organisations figurant dans le RRS.

[49] Les ministres soutiennent qu'ils ne sont pas tenus de divulguer des renseignements qui équivaldraient à ceux résultant des interrogatoires préalables. (Lettre de D. Tyndale, en date du 7 avril 2009.) Ils se fondent sur l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario *R. v. Girimonte* pour affirmer que l'obligation de communiquer les éléments de preuve visant un accusé ne s'applique pas à la communication préalable de la preuve par l'accusé (*R. v. Girimonte* (1997), 37 O.R. (3d) 617, au paragraphe 37).

[50] Ils affirment que l'obligation de communiquer des renseignements ne confère pas nécessairement le droit à la communication préalable de la preuve de la Couronne.

in *Charkaoui II*, extend as far as the obligations imposed on the Crown in the context of a criminal prosecution. Even in the context of a criminal prosecution, an accused is not entitled to discovery of the Crown's case. He or she is simply entitled to disclosure of all relevant material in the Crown's file.

[51] Mr. Harkat asserts that this information is relevant to his defence and is within the control of the ministers and should therefore be disclosed.

[52] I conclude that most of the information requested by Mr. Harkat in the letter of August 28, 2008 does not fall within the disclosure obligations placed on the ministers by *Charkaoui II* and need not be provided to the Court or to Mr. Harkat except where the questions have been put in the context of an examination of a witness.

[53] In *R. v. Hynes*, 2001 SCC 82, [2001] 3 S.C.R. 623, at paragraph 31, the majority of the Supreme Court held that the discovery mechanism provided by a preliminary inquiry is not the primary purpose of that proceeding (see also *R. v. Huynh*, 2008 CanLII 30296 (Ont. S.C.)). In *Hynes*, above, Chief Justice McLachlin observed:

Over time, the preliminary inquiry has assumed an ancillary role as a discovery mechanism, providing the accused with an early opportunity to discover the Crown's case against him or her: *Skogman, supra*, at pp. 105-6. Nonetheless, this discovery element remains incidental to the central mandate of the preliminary inquiry as clearly prescribed by the *Criminal Code*; that is, the determination of whether "there is sufficient evidence to put the accused on trial" (s. 548(1)(a)).

[54] Thus, even in the criminal context, the accused is not entitled to benefit from the discovery permitted by the holding of a preliminary inquiry. The Crown has the discretion to proffer a direct indictment and proceed directly to trial (see section 577 [as am. by S.C. 2002, c. 13, s. 46] of the *Criminal Code* [R.S.C., 1985, c. C-46]).

L'obligation de divulgation, énoncée dans l'arrêt *Charkaoui II*, n'a, elle non plus, la portée des obligations qui incombent au ministère public dans le contexte d'une poursuite criminelle. Même dans ce cas, l'accusé n'a pas droit à la communication de la preuve. Il a simplement droit à la communication des éléments pertinents figurant dans le dossier du ministère public.

[51] M. Harkat affirme que ces renseignements sont pertinents pour sa défense, que leur divulgation dépend de la volonté des ministres et qu'ils devraient donc être divulgués.

[52] Je conclus que la plupart des renseignements que M. Harkat a demandés dans la lettre du 28 août 2008 ne sont pas visés par les obligations de divulgation imposées aux ministres par l'arrêt *Charkaoui II*, et qu'il n'est pas besoin de les communiquer ni à la Cour ni à M. Harkat, sauf dans le cas des questions posées lors de l'interrogatoire d'un témoin.

[53] Dans l'arrêt *R. c. Hynes*, 2001 CSC 82, [2001] 3 R.C.S. 623, au paragraphe 31, les juges majoritaires de la Cour suprême ont conclu que le mécanisme de communication de la preuve obtenue lors d'une enquête préliminaire n'est pas l'objet premier de cette procédure (voir également *R. v. Huynh*, 2008 CanLII 30296 (C. sup. Ont.)). Dans l'arrêt *Hynes*, précité, la juge en chef McLachlin a dit :

Avec le temps, l'enquête préliminaire a commencé à jouer un rôle accessoire de mécanisme de communication de la preuve, donnant ainsi à l'accusé une première occasion de découvrir, tôt dans le processus, la preuve dont dispose le ministère public contre lui : *Skogman*, précité, p. 105-106. Il n'en demeure pas moins que cet aspect de communication de la preuve reste accessoire par rapport à la mission principale du juge de l'enquête préliminaire, qui est clairement prescrite par le *Code criminel*, et qui consiste à décider si « la preuve [. . .] est suffisante » pour faire passer la personne inculpée en jugement (al. 548(1)a)).

[54] Par conséquent, même en matière criminelle, l'accusé n'a pas droit à la communication de la preuve obtenue lors d'une enquête préliminaire. Le ministère public a le pouvoir discrétionnaire de présenter un acte d'accusation et de passer directement à l'instruction (voir l'article 577 [mod. par L.C. 2002, ch. 13, art. 46] du

I therefore conclude that section 7 [of the Charter], in the context of this proceeding, does not require me to give the applicant an opportunity to discover the ministers' case by requiring the ministers to answer written inquiries.

[55] The applicant will have an opportunity to explore the questions raised by his requests for information during the cross-examination of the witnesses presented by the ministers in support of the reasonableness of the certificate.

3. Request for disclosure of information regarding two named individuals; Mohamed El Barseigy and Ahmed Derbas

[56] Counsel for Mr. Harkat would like to call these individuals as witnesses. They point to the evidence in the previous certificate proceeding before Dawson J. to illustrate that the two individuals are important witnesses and have filed an affidavit in support of this motion indicating that they have not been able to contact these individuals. They believe that CSIS has files relating to Mr. Barseigy and Mr. Derbas and, in the absence of being able to contact them directly, they are seeking disclosure of any such file.

[57] The ministers refuse to confirm or deny the existence of any file in relation to the two named individuals. They assert that to do so would harm national security.

[58] Requiring CSIS to provide Mr. Harkat with information concerning these two individuals would result in a confirmation or denial of the existence of such information. To do so could identify persons of interest (or not) to CSIS and jeopardize on-going investigations and would, in my opinion, be injurious to national security. The request is denied.

4. Request that the ministers comply with the Supreme Court's holding in *Charkaoui II*, by providing a full inventory of destroyed and lost operational materials to date

Code criminel [L.R.C. (1985), ch. C-46]). Je conclus par conséquent que l'article 7 [de la Charte], dans le cadre de la présente instance, n'exige pas que je donne au demandeur la possibilité de découvrir la preuve des ministres en leur demandant de répondre aux demandes présentées par écrit.

[55] Le demandeur aura la possibilité d'examiner les questions soulevées par ses demandes de renseignements au cours du contre-interrogatoire des témoins présentés par les ministres à l'appui du caractère raisonnable du certificat.

3. Demande de divulgation de renseignements relatifs à deux personnes nommées : Mohamed El Barseigy et Ahmed Derbas

[56] Les avocats de M. Harkat voudraient faire témoigner ces personnes. Ils soulignent la preuve dans la procédure précédente relative au certificat devant la juge Dawson pour démontrer que les deux personnes sont des témoins importants et ils ont déposé un affidavit à l'appui de la présente requête, indiquant qu'ils n'avaient pas été en mesure de contacter les personnes en question. Ils estiment que le SCRS détient des dossiers concernant M. Barseigy et M. Derbas et, comme ils n'avaient pas été en mesure de les contacter, ils demandent la divulgation de ces dossiers.

[57] Les ministres refusent de confirmer ou de nier l'existence de tout dossier relatif aux deux personnes nommées. Ils affirment que cela porterait atteinte à la sécurité nationale.

[58] Demander au SCRS de fournir à M. Harkat des renseignements concernant ces deux personnes entraînerait la confirmation ou la négation de l'existence de tels renseignements. Cela permettrait d'identifier des personnes visées (ou non) par le SCRS et de compromettre d'autres enquêtes, et porterait atteinte, selon moi, à la sécurité nationale. La demande est rejetée.

4. La demande que les ministres respectent les conclusions de la Cour suprême dans l'arrêt *Charkaoui II* en fournissant l'inventaire complet du matériel ayant été détruit ou perdu jusqu'à présent

[59] The ministers have provided the applicant with a list of original materials that remain in existence. The applicant is aware that the amount of relevant original material is limited.

[60] Any argument relating to the sufficiency and reliability of the remaining evidence can be effectively made by the special advocates and possibly by counsel for Mr. Harkat who are aware that there are several thousands of pages of *Charkaoui II* information. I conclude that such a disclosure would be harmful to national security since it would necessitate that Mr. Harkat be provided with an index of much of the information that has been provided to the Court. As such, the disclosure would clearly tend to identify informants, reveal third-party communication, relationships and information and methods of operation.

[61] Both the Court and the special advocates have vigorously reviewed the ministers' claim that the remaining closed material should be withheld from the applicant. Indeed, further disclosure will be made as a result of the most recent closed hearing on the reasonableness of the certificate.

[62] The role of the special advocates is essential to the proper operation of paragraph 83(1)(e) of IPRA. They have a statutory duty to test the ministers' claim that the disclosure of information would be injurious to national security or endanger any person. To this end, the Special Advocates have been given access to all of the information filed with the court both in support of the certificate and pursuant to the requirements of *Charkaoui II*. The special advocates are aware of the grounds on which the ministers have refused disclosure. They have vigorously contested the non-disclosure where they have concluded that the undisclosed information is necessary to ensure that Mr. Harkat is "reasonably informed" of the case against him.

[63] A substantial amount of new information has been disclosed as a result of the special advocates' thorough examination of the information filed both in support of the certificate and pursuant to *Charkaoui II*.

[59] Les ministres ont fourni au demandeur une liste du matériel original restant. Le demandeur sait que la quantité de matériel original pertinent est restreinte.

[60] Les avocats spéciaux et probablement l'avocat de M. Harkat peuvent très bien faire valoir tout argument relatif au caractère suffisant et à la fiabilité des éléments de preuve restants, maintenant qu'ils connaissent l'existence de milliers de pages de renseignements relatifs à l'arrêt *Charkaoui II*. Je conclus qu'une divulgation en ce sens porterait atteinte à la sécurité nationale puisqu'il serait nécessaire de fournir à M. Harkat un répertoire de la plupart des documents fournis à la Cour. La divulgation permettrait donc clairement de révéler l'identité des informateurs, les communications avec des tiers, les relations existantes, des renseignements et des méthodes d'opération.

[61] La Cour et les avocats spéciaux ont examiné attentivement la prétention des ministres selon laquelle le matériel confidentiel restant ne devrait pas être divulgué au demandeur. En fait, une divulgation additionnelle aura lieu, par suite de la plus récente audience à huis clos sur le caractère raisonnable du certificat.

[62] Le rôle des avocats spéciaux est essentiel au fonctionnement de l'alinéa 83(1)e) de la LIPR. Ils ont une obligation imposée par la loi de vérifier la prétention des ministres selon laquelle la divulgation de renseignements porterait atteinte à la sécurité nationale et à la sécurité d'autrui. À cette fin, les avocats spéciaux ont eu accès à tous les renseignements déposés à la Cour tant pour justifier le certificat que pour respecter les exigences de l'arrêt *Charkaoui II*. Les avocats spéciaux connaissent les motifs pour lesquels les ministres ont refusé la divulgation de renseignements. Ils se sont vigoureusement opposés à la non-divulgation lorsqu'ils ont conclu que les renseignements confidentiels sont nécessaires pour s'assurer que M. Harkat est « suffisamment informé » de la thèse des ministres à son égard.

[63] Un nombre considérable de nouveaux renseignements ont été divulgués à la suite de l'examen méticuleux effectué par les avocats spéciaux des renseignements déposés à la Cour tant pour justifier le certificat que pour respecter les exigences de l'arrêt *Charkaoui II*.

Conclusion

[64] This Court is of the opinion that the information that Mr. Harkat seeks to have disclosed to him, that has already been filed with the Court may not be disclosed pursuant to paragraphs 83(1)(d) and (e) of IRPA. Where possible, summaries of this information have been provided to Mr. Harkat. The other information requested by Mr. Harkat is not information which falls within the obligation to disclose set out in *Charkaoui II*.

[65] This motion was granted in part on April 21, 2009. The ministers were ordered to provide a summary of the *Charkaoui II* disclosure to Mr. Harkat including a list of the number and type of remaining original records. The ministers complied with this order by serving and filing a “Summary and further disclosure of *Charkaoui II* documents” on April 23, 2009. Further disclosure was also made and may also be made as the proceedings are unfolding.

Conclusion

[64] Notre Cour est d’avis qu’il n’est pas nécessaire, aux termes des alinéas 83(1)d) et e) de la LIPR, de divulguer les renseignements dont elle a déjà été sollicités par M. Harkat. Dans la mesure du possible, des résumés de ces renseignements ont été fournis à M. Harkat. Les autres renseignements sollicités par M. Harkat ne sont pas visés par les obligations de divulgation énoncées dans l’arrêt *Charkaoui II*.

[65] La présente requête a été accueillie en partie le 21 avril 2009. La Cour a ordonné aux ministres de fournir à M. Harkat un résumé de la divulgation dans l’affaire *Charkaoui II* qui comprend la liste du nombre et du type des documents originaux restants. Les ministres ont respecté cette ordonnance et ils ont signifié et déposé, le 23 avril 2009, un [TRADUCTION] « Résumé et communication de documents relatifs à l’arrêt *Charkaoui II* ». D’autres renseignements ont été et seront communiqués selon le dénouement des instances.